



## Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

334 | mars-avril 2013

334

---

# Maroc : Les associations locales dans la vallée du Ziz. Une nouvelle gouvernance territoriale

*Local organizations in the Ziz Valley (Morocco). Towards a new territorial governance*

**Magalie Quintal et Catherine Trudelle**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3899>

DOI : 10.4000/economierurale.3899

ISSN : 2105-2581

### Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

### Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2013

Pagination : 39-53

ISSN : 0013-0559

### Référence électronique

Magalie Quintal et Catherine Trudelle, « Maroc : Les associations locales dans la vallée du Ziz. Une nouvelle gouvernance territoriale », *Économie rurale* [En ligne], 334 | mars-avril 2013, mis en ligne le 15 mars 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3899> ; DOI : 10.4000/economierurale.3899

---

# Maroc : Les associations locales dans la vallée du Ziz

## *Une nouvelle gouvernance territoriale*

**Magalie QUINTAL** • Département de géographie, Université McGill, Montréal, Canada

**Catherine TRUELLE** • Département de géographie, Université du Québec à Montréal (UQÀM), Canada

Au Maroc, nous assistons aujourd'hui à l'apparition de nouvelles formes de mobilisation sociale dans plusieurs zones marginalisées sur le plan socio-économique. À partir d'une étude de cas menée dans la vallée du Ziz, cet article analyse l'émergence de nouveaux acteurs sociaux comme facteur central dans la prise en charge du développement durable des communautés locales. De plus, les démarches des associations locales ouvrent la voie à la construction d'une gouvernance territoriale qui apparaît plus inclusive.

**MOTS-CLÉS :** *gouvernance, associations locales, développement durable, oasis, Maroc*

### ***Local organizations in the Ziz Valley (Morocco). Towards a new territorial governance***

*We are currently witnessing renewed interest towards social mobilization within many socio-economically marginalized Moroccan areas. While basing itself on a case study carried out in the Ziz Valley, this paper analyzes the emergence of new social actors and their effects on the sustainable development of these local communities. Moreover, it attempts to demonstrate that these local associations contribute to the construction of a territorial governance which seems more inclusive. (JEL: O-01).*

**KEYWORDS:** *Governance, Local Organizations, Sustainable Development, Oasis, Morocco*

À l'heure actuelle, le Maroc voit apparaître un renouvellement des formes de mobilisation sociale dans plusieurs zones socio-économiquement marginalisées. À l'extrême sud-est du pays, la vallée du Ziz est emblématique de ce mouvement en ce sens que ses habitants ont su développer, en l'espace d'une vingtaine d'années seulement, un large réseau d'associations locales et d'acteurs qui œuvrent au développement de la région et luttent pour sa dé-marginalisation. Cette lutte s'inscrit dans un contexte de restructuration des institutions marocaines et propose une lecture renouvelée du territoire.

Dans les récentes décennies, et tout comme la plupart des sociétés contemporaines, le Maroc a été confronté à la

montée en force d'acteurs multilatéraux et au redimensionnement du pouvoir des États (Brenner, 2004). Les conséquences de ces transformations sont multiples et font apparaître de nouvelles formes de gouverne des sociétés (Broadhead, 1996). Au Maroc, cela s'exprime entre autres par le retrait de l'État à travers une politique de décentralisation des pouvoirs et des compétences. Cette vague de décentralisation a pour corollaire la mise en place de processus de gouvernance, ceux-ci référant à une coordination à travers des réseaux d'acteurs qui incluent désormais des acteurs non étatiques (Rhodes, 1997). Une évolution s'est donc opérée dans les politiques territoriales marocaines, ce qui s'est traduit par l'apparition de nouveaux modes de coordination

entre les acteurs des scènes locale, régionale et nationale. En somme, le désengagement de l'État vise « une nouvelle conception de l'aménagement des rapports entre les pouvoirs centraux et leurs services déconcentrés » (Zair, 2007).

Or, sous l'effet de la décentralisation, les territoires subissent des mutations qui engendrent de nouvelles ségrégations socio-spatiales. Au Maroc, dans les années 1990, l'agriculture prend un tournant commercial qui favorise la mise en valeur des espaces côtiers et des plaines fertiles du Nord et du Centre du pays. Alors que ces espaces ont connu des essors importants aux niveaux économique et social, d'autres ont été marginalisés et présentent aujourd'hui de profonds retards de développement. Les milieux oasiens de la province d'Errachidia font partie de ces espaces ruraux marginalisés aux prises avec des déficits d'infrastructures et de forts taux de pauvreté et d'analphabétisme qui ont pour corollaire la fragilisation du tissu social et la déstructuration du territoire.

C'est dans ce contexte de réorganisation des modes de gouvernance et de restructuration des territoires que nos travaux s'inscrivent. Ils visent à analyser les effets de l'explosion des associations citoyennes sur le développement durable des communautés rurales marocaines<sup>1</sup>. En d'autres termes, notre recherche vise à mettre en lumière les effets qu'exercent l'action collective et les transformations sociales observées dans la vallée du Ziz sur la gouvernance territoriale et le développement durable des communautés rurales de cette

vallée. Cet article s'articule en cinq temps. Nous traitons d'abord de l'importance qu'occupent aujourd'hui les territoires dans l'architecture mondiale (Brenner, 2004). Ensuite, est abordé le rôle des acteurs territoriaux dans le contexte des changements que connaît la ruralité marocaine. Puis, nous présentons notre terrain d'étude ainsi que notre méthodologie, à la suite de quoi nous abordons le contexte des changements que connaît l'organisation des institutions marocaines, soit la décentralisation et la mise en place des principes de gouvernance. Finalement, nous discutons du cas de la vallée du Ziz, située dans la province d'Errachidia. Les résultats de nos travaux montrent l'importance et le caractère innovateur des stratégies que mettent en place les acteurs locaux dans le développement de leur territoire.

### **Territoire et territorialité en transition**

Le territoire n'est pas réductible à un morceau de nation ou de région, mais repose sur un construit social qui est à la fois symbolique et matériel : il est l'expression d'une communauté et des formes d'organisation que mettent en place les acteurs qui en font partie (Courlet et Ferguène, 2004). À travers les agencements qu'il crée entre la nature et ses ressources, et la culture et ses identités, le territoire est structurant. En d'autres termes, il est « un espace structuré, occupé, régulé, développé et aménagé par une collectivité, et qui joue un rôle à la fois de cadre et d'acteur dans la reproduction de celle-ci » (Klein, 2008). Ainsi, sous l'effet des transformations dans l'organisation sociale, les territoires sont en constante mutation. C'est le cas de la vallée du Ziz, qui témoigne à sa manière des nouvelles réalités sociales que connaissent les communautés y vivant.

Les sociétés oasiennes, traditionnellement organisées autour d'une exploitation

1. Par « développement durable des communautés », nous entendons le processus qui vise l'amélioration des conditions de vie d'une communauté et dont les mécanismes sont intériorisés et appris par celle-ci. Pour que ce développement soit durable sur un territoire, il doit intégrer à la fois les composantes sociales, culturelles, politiques, économiques et environnementales de ce territoire dans une perspective qui tienne compte d'une éthique du futur (Jonas, 1998).

durable de leurs ressources, avaient su développer durant des générations un savoir-faire local, résultat de leur adaptation aux conditions écologiques de leur milieu (Oubrouh, 2005). Les travaux liés à l'irrigation et à l'agriculture nécessitaient une organisation communautaire forte. Cette tradition associative séculaire a perduré dans les années qui ont suivi l'indépendance (1956) malgré des politiques de centralisation et un contrôle serré de l'État sur tous les aspects économiques, sociaux et territoriaux.

Toutefois, durant les années 1980-90, les politiques étatiques ont largement porté sur la libéralisation progressive de l'économie marocaine et ont donc misé sur les zones dites *utiles* du Maroc au détriment des zones dites *inutiles*, soit les milieux oasiens et de montagnes. Cette classification dichotomique, aujourd'hui réfutée, rend bien compte de la logique qui a prévalu durant plusieurs années et a servi à accentuer l'isolement des milieux ruraux (El Jihad, 2001). Ainsi, l'agriculture, qui a toujours constitué l'élément central dans l'organisation de ces communautés, est aujourd'hui ébranlée à la fois par les difficultés environnementales que connaissent ces régions et par la production agricole commerciale.

De plus, les structures socio-spatiales du monde rural ont changé. L'ouverture à l'économie de marché et le développement de l'individualisme (Barrow *et al.*, 2000) ont engendré l'atomisation des communautés (Ben Brahim, 2003), mais aussi l'émergence de nouvelles formes de socialisation. Les conséquences ont été de diverses natures (démographique, culturelle, sociale, économique...) et de diverses intensités (de très lente à radicale), mais ont convergé dans la même direction : la déstructuration du milieu rural. Cinq composantes permettent de mettre en évidence cette déstructuration socio-territoriale : une forte marginalité spatiale, des taux très élevés de pauvreté et d'analphabétisme,

l'exode massif des jeunes et un déficit infrastructurel majeur.

Au Maroc, comme ailleurs, la définition même de la ruralité a subi une mutation importante et ne saurait désormais plus exprimer la simple opposition à l'urbanité. En s'éloignant d'une vision conformiste et traditionnaliste, la ruralité peut être définie à travers son *esprit communautaire* qui agit de manière décisive sur les projets mis en place et leur réussite en milieu rural (Jean, 1997). Cet effet de milieu est au cœur du succès des initiatives de développement rural et va jusqu'à soulever « le rapport intime au territoire, à la localité, soit cette connaissance intime des lieux, [qui] pourrait donc fonder l'identité conceptuelle du rural » (Jean, 1997). En effet, les milieux ruraux témoignent de cette nouvelle ère où l'articulation entre les territoires n'est plus définie en fonction d'une architecture nationale, mais bien en fonction d'une géographie mondiale qui tend à repenser la place du local. Ce glissement, c'est la mondialisation qui l'opère : « Le local jouant un rôle de complément indissociable du global » (Klein, 2008).

### Contexte sociopolitique et changements institutionnels

Au tournant des années 1990, alors que le Maroc traverse une période difficile marquée, entre autres, par les conséquences de la crise économique de 1983, la décentralisation – en lien avec les programmes d'ajustements structurels du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) – est adoptée comme mesure de redressement économique. Toutefois, aucun axe de développement social n'est proposé (Clément, 1995). Certes, au Maroc, comme ailleurs dans le monde, la pression pour faire évoluer le système centripète, lié au modèle de l'État-nation, vers un système polycentrique basé sur une

démocratie plus horizontale, se fait fortement sentir (Sedjari, 1997).

Autant dans les pays dits développés que dans les pays dits en développement, le passage qui s'opère de gouvernement à gouvernance, ce qui implique notamment la diminution des fonctions gouvernementales à la fois à l'échelle supranationale et aux échelles sous-nationales (Brenner, 2004), soulève de nombreuses questions quant au contrôle de la prise de décision. Les conséquences de ces changements dans les structures sociopolitiques sont multiples. Brenner (2004) mentionne notamment la diminution des fonctions gouvernementales à la fois à l'échelle supranationale et aux échelles sous-nationales. Par ailleurs, cela met en évidence le rôle accru des communautés, notamment dans la gestion locale des ressources naturelles (Bied-Charreton *et al.*, 2006), ainsi que dans l'élaboration de stratégies de développement. Cette mobilisation de l'échelon local est soulignée, entre autres, par Angéon et Houédété (2004) qui avancent que la gouvernance « implique quelques changements radicaux dans la manière de concevoir le développement qui passent par une invention de formes alternatives de développement, qui tiennent notamment compte de l'expression de la société civile ».

Les multiples transformations de l'espace politique local de même que l'émergence de nouvelles formes de développement dans les zones oasiennes reposent sur une vision renouvelée du territoire, du savoir-penser l'espace, où s'exprime une nouvelle forme de gouvernance locale en lien avec les changements structurels que subit l'État central. Notre objectif est d'éclairer les processus sociaux et territoriaux qui émergent de ces remaniements étatiques afin de voir comment la société civile s'en inspire pour revitaliser les milieux ruraux, dont les milieux oasiens.

En effet, devant la fracture socio-territoriale qui caractérise le milieu rural, la société civile se mobilise et met en place des initiatives locales qui cristallisent ses revendications. Les associations citoyennes, dont nous proposons l'analyse ici, émergent dans un contexte de déstructuration du milieu rural marocain (Barrow, *et al.*, 2000 ; Barathon, *et al.*, 2005 ; Boutayeb, 1996) et de transformation du cadre politique qui permet le renouvellement des acteurs du développement. Ces acteurs apportent, de manière individuelle ou collective, des réponses aux besoins et aux défis que pose la déstructuration du milieu rural. Leur action collective est parfois organisée, parfois spontanée, mais surtout, elle se caractérise par son hétérogénéité. Les actions entreprises, de même que les demandes des associations et leur vision du développement, diffèrent et ne peuvent être réduites à un seul type d'action sociale.

Nos travaux s'inspirent de l'approche de la mobilisation des ressources, issue de travaux classiques en sociologie des mouvements sociaux, qui donne à voir les changements dans les modalités d'action collective des différents acteurs sociaux (Tilly, 1984 ; Tarrow et Tilly, 2006) et qui fait intervenir les notions de réseau et d'identité dans un contexte de multiplicité et de mutation socio-territoriales (Della Porta et Tarrow, 2005). Ainsi, dans l'analyse de l'action collective prenant place en milieu oasien, nous nous sommes intéressés non pas uniquement aux *pourquoi* et *pour quoi* les individus se mobilisent, mais aussi et surtout au *comment* ils le font et quels sont les moyens qu'ils y déploient. En ce sens, nous nous attardons à la structure et à l'organisation des associations citoyennes ainsi qu'au jeu des acteurs qui les composent. Ces associations opèrent dans un espace marginalisé où leurs revendications émergent en périphérie des centres

de pouvoir et des autorités susceptibles d'influencer leur mode de vie.

### Les nouveaux acteurs du développement

À l'instar de ce qui s'est produit dans les sociétés civiles de plusieurs pays occidentaux, les mouvements citoyens marocains se sont affirmés et multipliés dans les dernières décennies, à la suite des restructurations de l'État marocain. Aujourd'hui, les nouveaux acteurs issus de la société civile jouent un rôle capital dans les actions de développement :

Ces nouveaux acteurs se sont montrés capables de contribuer, de façon concrète et souvent efficace, à l'effort de développement et à la démocratisation du débat public dans le pays. Pour ce faire, ils ont su mettre à profit le climat de décrispation politique et l'élargissement des sphères de liberté pour investir l'espace du débat et de l'action publique, touchant à d'importantes questions d'ordres social, économique, politique, éthique, culturel, civique, humanitaire et environnemental (Comité directeur, 2006).

Ces mouvements citoyens peuvent être classés en trois grandes catégories selon les raisons qui ont mené à leur création : (1) des associations créées par une élite locale, (2) des associations créées par l'intermédiaire d'acteurs publics ou privés, et qui sont souvent étrangers (ONG, initiatives gouvernementales, etc.), et (3) des associations qui émergent directement de la société civile afin de répondre explicitement à des problèmes vécus localement (Charfi, 2009). Notre recherche s'intéresse principalement à l'analyse des associations appartenant au troisième groupe. Ces associations se distinguent par leur objectif non marchand (non lié au secteur privé) et non administratif ou bureaucratique (non lié au secteur public). Elles opèrent *a priori* en

autonomie face à l'État et dans l'intérêt général. Cette situation est parfois ambiguë, notamment lorsque ces associations agissent à titre de sous-traitant de l'État ou en collaboration avec lui et en tirent une rémunération (Bougroum *et al.*, 2006).

Depuis 1999, et à l'initiative du Roi Mohammed VI, de multiples réformes ont été lancées pour promouvoir le développement humain, particulièrement au sein des milieux ruraux. En 2005, il crée l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) qui vise la réduction de la pauvreté, de la précarité ainsi que l'exclusion sociale. Par le renforcement des initiatives locales et l'appui à la création d'activités génératrices de revenus, l'INDH marque un tournant dans les approches en matière de développement au Maroc. Les politiques publiques se veulent davantage le reflet des réalités et des besoins à l'échelle locale, ce qui correspond à un glissement majeur qui s'est opéré entre une approche technique pour faire face aux différents problèmes que les États ont rencontrés, principalement dans les décennies qui ont suivi les indépendances, vers une approche sociale. Un exemple de cette rupture se trouve dans l'appui associatif qui est recherché dans beaucoup d'initiative de l'État, particulièrement en milieu rural. Toutefois, si l'INDH s'inspire de cette nouvelle approche du développement qui vise un meilleur diagnostic et de meilleurs résultats, elle rencontre sur le terrain de multiples difficultés sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement.

### Territoire d'étude et méthodologie La vallée du Ziz

Le Maroc est découpé en 16 régions, 45 provinces et 26 préfectures. Cette division administrative a été inscrite dans la Constitution de 1996 qui consacre la région tant comme collectivité locale que

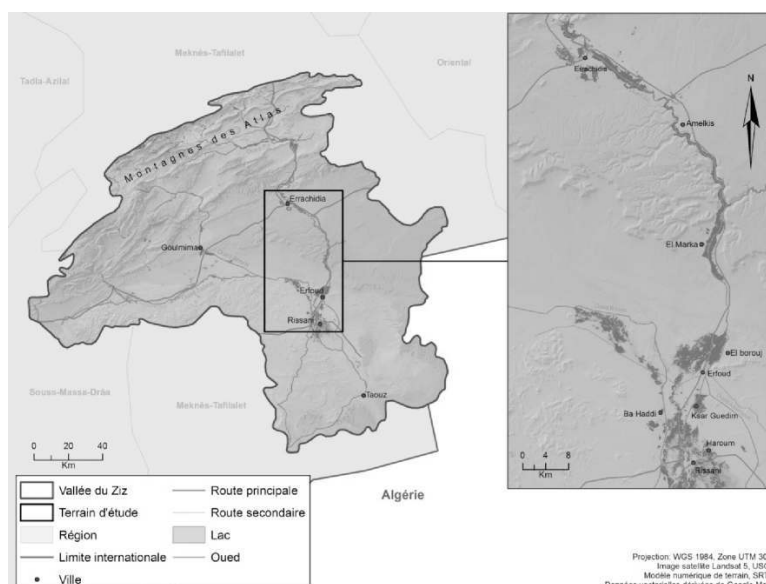


comme un moteur de la politique de décentralisation. La région de Meknès-Tafilalet (79 210 km<sup>2</sup>) compte quatre provinces, dont celle d'Errachidia qui est de loin la province la plus vaste de la région avec 59 585 km<sup>2</sup> mais qui présente une densité de seulement 8,76 hab./km<sup>2</sup> (Région Meknès-Tafilalet, 2001). Ainsi, la province d'Errachidia occupe plus des trois quarts du territoire de la région, mais n'abrite seulement que le quart de la population. Cette faible occupation de l'espace est liée à la rigueur du climat essentiellement semi-aride.

Insérée dans la province d'Errachidia, la vallée du Ziz tire son nom de l'oued Ziz qui prend sa source dans les montagnes des Atlas pour ensuite s'encaisser à travers les grands plateaux présahariens de l'est marocain et se tarir à la frontière algérienne. Le territoire situé entre la ville d'Errachidia et celle de Rissani est notre terrain d'étude (*figure 1*). Cette zone est composée d'une trame quasi continue de palmeraies où l'agriculture est l'activité dominante.

Autrefois très fleurissante et passage obligé des grandes expéditions sahéliennes, la vallée du Ziz est aujourd'hui isolée par le Sahara au sud, la frontière algérienne à l'est et les Atlas à l'ouest. Ainsi, la province d'Errachidia, par sa situation géographique, ne donne que peu d'accès aux villes d'importance. La chaîne des Atlas constitue une barrière naturelle qui isole la région et complexifie les transports. En autobus, il faut compter sept heures pour atteindre Meknès à partir d'Errachidia et encore deux heures et demie pour rejoindre Rabat, la capitale. L'absence de voies ferrées et la piètre qualité des routes qui sillonnent les montagnes expliquent ces délais. Quant à elles, les oasis sont reliées au reste du pays par un seul axe goudronné et quelques axes secondaires qui donnent accès aux plus petites localités. Bon nombre de communes ne sont pas desservies par le réseau routier et leur accès est souvent précaire (Région Meknès-Tafilalet, 2001). Ces difficultés d'accès aux centres économiques et politiques marocains contribuent à la marginalisation de la région.

Figure 1. Carte de localisation de la vallée du Ziz



Conception : Rachel Mathieu (2011), Département de géographie, UQAM.

Figure 2. Processus de transformation observé dans la vallée du Ziz



La pauvreté et l'analphabétisme sont de véritables problèmes dans cette région. En effet, la province d'Errachidia est fortement touchée par la pauvreté et fait partie des cinq régions qui regroupent plus de 50 % des pauvres du pays (Abdelkhalek, 2005). Dans la province d'Errachidia, 40 % de la population active tire sa subsistance de l'agriculture traditionnelle qui est fortement dépendante des conditions climatiques souvent imprévisibles. Les autres secteurs économiques en importance sont les bâtiments et travaux publics et l'administration, regroupant respectivement 23 % et 15 % de la population active de la région. Ces activités économiques se concentrent toutefois pour la plupart dans la ville d'Errachidia, le milieu rural étant presque exclusivement consacré à l'activité agricole.

Fortes des expériences passées dans un milieu naturel difficile, les communautés de la vallée du Ziz s'organisent et mettent en place une variété d'initiatives qui ont pour but de valoriser leur milieu socio-territorial. Mais comment s'organise cette lutte à la *dé-marginalisation* ? Quels en sont les déterminants ? Et comment cette lutte participe-t-elle au renouvellement des acteurs du développement ?

### Méthodologie

Pour identifier et comprendre les changements qui prennent place dans la vallée du Ziz, cette zone fortement marginalisée, nous avons mené une série d'entrevues (N=32) avec des acteurs appartenant à différentes associations dans les collectivités localisées entre les villes d'Errachidia et de Rissani. Dans un premier temps,

les représentants de ces associations ont été invités à témoigner des raisons à l'origine de la création de leur association et des projets réalisés jusqu'à présent par cette association. Puis, dans un second temps, les acteurs interrogés ont été invités à évaluer le phénomène associatif dans son ensemble et les relations existant entre les associations citoyennes et les autres acteurs régionaux (État, secteur privé, secteur public, etc.).

### Volonté de changement et solidarité locale

L'observation du milieu et des rencontres avec des acteurs de plusieurs associations locales dans la vallée du Ziz nous permettent de schématiser le processus de transformation qui dynamise actuellement la région (figure 2). Les principales étapes qui conduisent à l'ouverture du territoire à d'autres échelles et amènent à nous interroger sur la construction d'une nouvelle vision<sup>2</sup> territoriale pouvant être fondée sur une gouvernance locale y sont exposées.

#### Étape 1 : D'une structure traditionnelle à de nouveaux espaces d'expression

Dans le processus de transformation du territoire marocain, la première étape a été la création de nouveaux espaces de pouvoir et d'expression, c'est-à-dire l'ouverture politique nécessaire à l'existence et à la pérennisation d'associations citoyennes

2. Entendue comme l'adéquation d'une *conscience* territoriale (ce qui est) et d'une *projection* territoriale (ce qui pourrait être).



actives dans leur milieu et interlocutrices de l'État. C'est ce que le président de l'Association Provinciale de Lutte contre la Désertification et pour la Protection de l'Environnement nomme la fin de l'ère des *associations-adversaires* de l'État (Entrevues, 2009). Ce changement se produit dans les années 1990 avec la mise en place du processus de décentralisation et est renforcé par l'arrivée au pouvoir de Mohammed IV en 1999.

Bajeddi (2002) souligne que « le retrait de l'État ouvre donc un espace pour le déploiement des actions des autres acteurs du développement rural ». Dans la vallée du Ziz, plusieurs responsables d'associations interrogés affirment en effet que ce passage s'est opéré dans les années 1990, alors qu'ils ont obtenu la reconnaissance gouvernementale pour leurs projets associatifs. Beaucoup de ces projets étaient axés sur la gestion des eaux et sur le développement agricole. Le responsable de la gestion des réseaux d'irrigation à l'Office régional de mise en valeur agricole du Tafilalet (ORMVAT) souligne l'important rôle d'intermédiaire que jouent ces associations entre les agriculteurs et l'Office quant à l'expression des besoins locaux et la prise de décisions conjointes (Entrevues, 2009). Par ailleurs, il note qu'actuellement le niveau associatif est nettement plus dynamique et que cette transformation au niveau de la société civile s'exprime à la fois dans l'agriculture, mais aussi dans l'organisation et la multiplication des projets de développement (Entrevues, 2009). Cet enthousiasme au niveau associatif ouvre la porte à de nouveaux domaines d'interventions, lesquels sont portés par la société civile.

## Étape 2 : Vers le renouvellement des rôles des associations citoyennes

Beaucoup d'intervenants rencontrés sur le terrain soulignent l'importance des progrès accomplis et de la prise de conscience

des difficultés que traverse la région, mais aussi des potentialités dont elle dispose. Un membre de l'association Al-Amal abonde dans ce sens : « *Avant on était chacun tout seul. Oui on a toujours travaillé un peu entre nous pour les travaux d'irrigation, mais pas comme maintenant. Maintenant tout le monde se parle plus, se communique plus. Tout le monde veut changer les choses du douar*<sup>3</sup>. Là on sait qu'est-ce qui est bon chez nous et on veut mieux l'exploiter » (Entrevues, 2009). L'eau a constitué un élément central dans la transformation et la mobilisation de la société civile dans beaucoup de communes qui ont vécu très durement les années de sécheresse (1980-1985, 1990-1995 et 1998-2000) (Bzioui, 2004). Les défis d'aménagement et de réaménagement des ressources naturelles ont alors dévoilé d'autres problèmes, souvent d'ordre social, qui nécessitaient des interventions collectives.

Il y a donc un changement qui s'opère : les associations, dont les efforts sont d'abord dévolus à la gestion des ressources naturelles, étendent graduellement leur champ d'action au domaine social. De nouveaux secteurs sont désormais investis par ces associations, tels la protection de l'environnement, l'équité sociale, la place des femmes, l'enfance, l'éducation, le sport, l'organisation d'événements culturels, etc. Issus de la société civile, de nouveaux groupes se portent désormais à la défense des intérêts collectifs et veulent opérer un changement profond dans les stratégies de développement à l'échelle locale. Comme le note le secrétaire général d'une association pour le développement d'Aoufous : « *Les institutions de l'État sont incapables de répondre aux besoins de leurs citoyens donc il y a une obligation pour nous de s'impliquer. Aujourd'hui les projets partent directement de la société civile et montent vers les institutions* » (Entrevues, 2009). Il ajoute aussi qu'il y a

3. Douar réfère ici à la communauté villageoise.

eu dans le passé trop d'échecs avec les projets étatiques qui ne représentaient pas les réels besoins de la population, « *alors aujourd'hui les associations veulent que les plans d'actions soient élaborés en concertation avec tous* » (Entrevues, 2009), soit la Commune, les associations locales, les délégués de l'éducation et de la santé et les autorités traditionnelles.

Ces transformations, autant dans la nature de l'intervention du Gouvernement que dans celle des associations, ont induit un changement profond dans les possibilités d'expression des communautés ; mais surtout, elles ont contribué à transformer l'approche du développement qui mise maintenant davantage sur la participation citoyenne et sur l'identification des besoins/problèmes à l'échelle locale suivant le *capital socio-territorial* des communautés (Fontan et Klein, 2004). Ainsi, le président d'une autre association de développement dans la commune de Sifa affirme que désormais « *on peut faire des projets, mais il faut absolument être une association* » (Entrevues, 2009). Le travail associatif est donc de plus en plus reconnu et valorisé comme étant une composante fondamentale de la structure des communautés. Désormais, les secteurs d'activités dans lesquels s'investissent ces associations citoyennes sont multiples. Trois grands axes d'intervention sont recensés :

- le recul de la pauvreté par la création d'activités génératrices de revenus ;
- l'éradication de l'analphabétisme et la scolarisation, particulièrement des femmes et des jeunes filles, qui sont un élément clé de la lutte à la pauvreté ;
- le développement des infrastructures de base : écoles, services de santé, routes...

### Étape 3 : Mise en place d'une nouvelle solidarité

À travers cette mobilisation citoyenne se développe une nouvelle solidarité locale

qui est porteuse d'un projet social : transformer les communautés de façon à ce qu'elles deviennent attrayantes et dynamiques afin que les jeunes choisissent d'y demeurer, que de nouvelles industries s'y développent et finalement, afin de rompre l'isolement de la région. Le projet est ambitieux. Cependant, comme le notent plusieurs membres des associations rencontrées, si rien n'est fait pour garder les jeunes ici, un jour il n'y aura plus personne (plus de relève) (Entrevues, 2009). De même, s'il n'y a pas de diversification de l'économie, le développement atteindra rapidement ses limites.

La diversité des projets et la mobilisation croissante de la population pour mettre en œuvre ces projets témoignent de cette solidarité qui touche tous les aspects de la vie oasienne. L'association Ait Amirra est exemplaire de ce mouvement. Créée en 2006 par un regroupement de femmes désireuses de freiner les problèmes de leur *douar*, l'association s'était donnée pour premier mandat d'améliorer la propreté du village. Puis, un regroupement d'hommes s'est joint à elles et maintenant, conjointement, ils organisent annuellement différents types d'activités qui passent de la restauration des canaux d'irrigation à l'organisation d'une caravane médicale. Cette variété d'activités s'explique par le difficile accès aux services de bases (hôpitaux, écoles, etc.) dont souffrent les populations occupant l'espace rural. Cet isolement stimule en quelque sorte des projets de toutes natures.

Plus au sud dans la vallée du Ziz, là où les précipitations sont plus faibles et où l'accès à l'eau est plus précaire, des associations ont commencé par mettre en œuvre des projets de réhabilitation des *khettaras*<sup>4</sup>. Mais comme le notent deux

4. Les *khettaras* sont des galeries drainantes qui acheminent l'eau par gravité vers les zones irrigables.

membres d'une association à vocation multiple, « *plus on travaille ensemble plus on voit tout ce qu'on peut faire pour notre douar et maintenant on a aidé les femmes à faire une association et aussi on a de nouveaux projets* » (Entrevues, 2009). Si l'eau a constitué le facteur déclencheur de leur démarche associative, elle n'en représente aujourd'hui qu'une composante parmi d'autres, pour autant que la mise en valeur du territoire soit l'objectif premier.

Encore un peu plus au sud de la vallée, certains représentants d'associations décident, en 2006, d'unir leurs efforts et mettent en place le Réseau Tafilalet des associations de développement. Basé à Rissani, ce réseau a pour objectif d'aider les associations à mieux se développer et à établir conjointement des contacts au Maroc et à l'étranger afin de trouver du financement pour leurs projets locaux. Le président du Réseau affirme que la prolifération du mode associatif dans la dernière décennie est liée aux changements sociaux s'étant produits à l'échelle du Maroc, mais aussi à la mondialisation : « *La population a compris que sans association, c'est la mort du développement, maintenant on ne peut pas parler de développement sans association, ici et à l'étranger* » (Entrevues, 2009). Ici, bien que l'agriculture et l'irrigation constituent un élément central dans le travail des associations, néanmoins, depuis les années 2000, ce sont les questions sociales, particulièrement les droits de la femme et de l'enfant, qui ont permis de développer les projets les plus mobilisateurs.

#### Étape 4 : Du local au global, de nouvelles territorialités

Finalement, l'observation des associations dans la région permet de voir que le travail réalisé à l'échelle locale tend à rayonner à l'extérieur de ce niveau scalaire. Depuis la dernière décennie, les associations tissent des liens à diverses échelles et réalisent des

projets qui transcendent l'espace local. De fait, les actions de développement qui sont posées à l'échelle locale permettent une ouverture à d'autres échelles : régionale, nationale et internationale. Selon la nature des projets, les associations cherchent des partenaires et des appuis techniques et financiers au niveau de l'administration régionale, de l'État marocain et même, directement auprès d'ONG internationales.

Devenues des interlocutrices de plus en plus organisées, les associations créent des réseaux de contacts et mobilisent une population toujours plus grande autour de leurs projets. Par exemple, l'Association Oasis Tafilalet pour le Développement, basée à Rissani, a mis sur pied une cellule d'écoute au profit des femmes victimes de violences. Tout en faisant la promotion d'une loi contre les violences faites aux femmes, l'association a travaillé de 2006-2009 avec *Global Rights* pour la création d'un centre pour femmes victimes de violences. D'autres grands organismes tels que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la Banque mondiale (BM) réalisent des projets de développement dans les zones oasiennes en collaboration avec les institutions locales et les associations de citoyens.

L'émergence de ces nouveaux acteurs et l'implication d'ONG internationales sont symptomatiques des transformations survenant dans la structure de l'État marocain. En effet, le retrait progressif de l'État en tant qu'agent de régulation est à la base de l'élargissement du fait associatif. À la fois dans le temps et dans l'espace, les associations s'accaparent les espaces vacants par la transformation du rôle de l'État. Ainsi, les associations de la vallée sont porteuses de changements car elles participent au renouvellement des mécanismes de gouvernance en déplaçant le débat à l'échelle de la société civile.

## Construction d'une dynamique de gouvernance locale dans la vallée du Ziz

Les initiatives à caractère social, environnemental et économique mises en place par les habitants de la vallée du Ziz témoignent d'une volonté de transformer leur milieu en s'attaquant aux problèmes liés à la pauvreté, l'exclusion et la dégradation du milieu naturel. La prolifération des Associations d'usagers des eaux agricoles (AUEA), des coopératives, des organisations paysannes et des associations de développement, mais aussi la diversité des projets qui les mobilisent, montrent l'importance croissante qu'occupe l'échelon local dans l'architecture du développement socio-territorial. Elles sont par ailleurs le résultat du changement de modèle institutionnel que le Maroc, comme beaucoup d'autres sociétés contemporaines, ont adopté.

La société civile s'organise donc autour de projets collectifs qui insufflent une nouvelle dynamique au milieu et dessinent les contours d'une première forme de désenclavement du territoire. Non seulement mettent-ils en lumière les nombreux défis à relever pour contrer la désstructuration du milieu, mais ils participent en plus à la mise en place d'une gouvernance locale plus inclusive à l'échelle de leur territoire.

## Difficultés et défis de la gouvernance

Si plusieurs acteurs de la scène locale ont entrepris un virage qui vise à provoquer des changements dans la conduite des affaires locales, ils ont par le fait même ouvert la porte à des initiatives tous azimuts. À l'heure actuelle, les projets se multiplient sans cesse et vont dans autant

de directions possibles : projet de sauvegarde du patrimoine hydraulique, lutte à l'ensablement, groupe de tissage, groupe d'alphabétisation, associations sportives, droits de la femme, droits de l'enfance, etc. Les projets ne manquent pas, ni la volonté. Cependant, là où les associations rencontrent des difficultés, c'est dans l'organisation, la viabilité et la convergence de tous ces projets.

Les associations se heurtent aujourd'hui à l'absence d'une véritable démarche territoriale apte à fédérer l'ensemble des initiatives locales. Comme le note le directeur du centre de recherches Tarek Ibn Ziyad, il y a absence d'une vraie volonté politique capable de créer une synergie entre les différents intervenants (Entrevues, 2009), ce qui empêche la mise en œuvre d'une démarche territoriale intégratrice. Une gouvernance locale inclusive doit permettre « l'alliance d'acteurs de différentes catégories, de différents niveaux, qui, au-delà de leur hétérogénéité, contribuent ensemble à la définition d'actions communes et de projets collectifs » (Chia *et al.*, 2008). Le décroisement des secteurs d'activités et d'interventions ainsi que le renforcement de la collaboration entre les échelles de pouvoir et les associations citoyennes sont des exemples de la transition qui doit s'opérer entre une philosophie d'autorité caractérisée par la centralisation, l'interventionnisme et l'exclusion (Froger, 2006) vers une autorité décentralisée qui favoriserait l'inclusion et la participation.

Aujourd'hui, les associations rurales marocaines réclament leur place dans les projets de développement concernant leurs territoires et leurs espaces de vie. La mobilisation de la société civile et sa volonté à rassembler des ressources multiples est un premier signe de la transition qui s'opère présentement au Maroc et qui vise à réorganiser la société en tenant compte de l'ensemble de son territoire.

Certaines initiatives présentées plus haut ont réussi à freiner le déclin des milieux ruraux de la vallée du Ziz et à générer du développement local. Aujourd'hui, ces milieux se trouvent généralement dynamisés et une myriade de projets périphériques se greffe aux initiatives initiales au fur et à mesure que les réussites s'accumulent. Toutefois, si plusieurs exemples d'associations ont affiché des réussites intéressantes, ce n'est pas l'ensemble des projets et des associations qui a connu du succès dans son entreprise.

En effet, plusieurs des initiatives locales que nous avons observées n'ont pas induit de changements positifs pour le collectif, ou très peu. Souvent, elles ont simplement contribué à mettre en place un projet spécifique sans que l'effet d'entraînement souhaité ne se produise. Ainsi, il est permis de penser que toutes les initiatives, aussi constructives paraissent-elles, ne contribuent pas à dynamiser un territoire et sa collectivité. Au contraire, certaines initiatives ou projets peuvent parfois exacerber les tensions déjà existantes et paralyser les efforts consentis par certains membres des associations locales. Ce sont des effets pervers non intentionnels mais bien réels.

De plus, si certains projets transcendent les frontières de leur commune d'élaboration, la majorité des initiatives sont pensées de manière indépendante, sans consultation sur ce qui s'est fait ailleurs. Les entretiens que nous avons effectués avec les associations locales montrent que plusieurs d'entre elles demeurent informelles et très peu actives. Le manque de coordination entre les associations est une de leurs principales limites d'action à l'heure actuelle. En dépit de multiples réalisations positives, il demeure que les associations de la vallée du Ziz connaissent d'importantes difficultés.

Des frictions internes entre les associations nouvellement créées et l'autorité traditionnelle qui perçoit encore ces

changements comme une menace directe à son rôle. Comme le note un membre de l'association El-Amal : « *Au début nous avons comme une idée pour faire l'association et eux (l'autorité traditionnelle) ils pensent que l'association c'est quelque chose de bizarre, qui n'est pas quelque chose de notre tradition, c'est quelque chose... qui va envahir le terrain qui va prendre notre parole...* » (Entrevues, 2009). Cela témoigne de la difficulté que vivent les associations sur le plan de la conduite de leur institution. Plusieurs associations éprouvent en effet des problèmes à opérer par consensus et notent que le débat d'idées est souvent la cause de la fin des activités des associations. Si sur papier les associations établissent des règles de gouvernance et parfois même un cahier des charges, leur application de même que leur efficacité sont très partagées.

Bien que l'INDH soit un important bailleur de fonds au niveau des associations, plusieurs membres notent un certain favoritisme ou un manque de rigueur dans l'attribution des subventions, mais surtout de leur traçabilité. Entre la philosophie qui anime l'Initiative et son application sur le terrain, il y a un écart que beaucoup d'intervenants notent (Entrevues, 2009).

Il y a aussi la présence de certaines associations qualifiées de *passager-clandestin* parce qu'existant seulement pour récolter des fonds. Ces cas mettent en lumière une tendance chez certaines associations à bâtir des projets en fonction des ressources financières disponibles pour un type d'action spécifique et non en fonction des besoins diagnostiqués au sein de la collectivité ou des capacités de l'association à les réaliser, ce qui limite fortement l'impact des projets.

La faiblesse des communications et l'absence d'un réseau associatif régional fonctionnel limitent l'apprentissage lié aux expériences et le transfert des savoirs.



Le manque de formation du personnel des associations, tant sur le plan administratif, comptable que technique, ainsi que le fait que la majorité des associations fonctionnent sur la base du bénévolat, fragilisent la pérennité de leurs actions, voire de leur survie. Ainsi, nous avons noté une importante différence dans la performativité des associations en fonction de leur modèle organisationnel.

Il peut parfois y avoir de la concurrence entre les associations qui travaillent sur un même territoire, à la résolution des mêmes problèmes et qui doivent quelquefois se diviser les mêmes fonds. Il peut donc y avoir un dédoublement des efforts qui auraient pu être concentrés sur un autre projet de développement local.

La majorité des difficultés que vivent les associations découle principalement du manque d'expérience politique et entrepreneuriale des leaders des communautés et des membres des associations. La mise en application des projets de développement et la formulation des besoins se heurtent donc aux limites mêmes de ces institutions et de celles et ceux qui les animent. Cela résulte du fait qu'au Maroc 43 % de la population adulte est considérée analphabète et qu'en milieu rural cette proportion monte en flèche (60,5 %) (Haut commissariat au plan, 2011). C'est aussi ce que souligne le directeur de l'association du Troisième Millénaire qui travaille au renforcement des capacités des associations. À travers les cercles de formations qu'il organise, il note une nette amélioration de l'efficacité des associations sur le plan du diagnostic participatif et du rapport entre les communes et les mouvements citoyens (Entrevues, 2009). La formation<sup>5</sup>

des intervenants associatifs est donc primordiale pour qu'une approche de gouvernance territoriale inclusive émerge réellement dans la région.

\*

\*\*

Cet article met en lumière les transformations sociales que connaît la vallée du Ziz et qui s'inscrivent dans une démarche de lutte au désenclavement et de mise sur pied d'une gouvernance territoriale plus inclusive. L'analyse des associations locales souligne l'importance du rôle des facteurs endogènes (contraintes naturelles et déperissement du cadre écologique, émigration, pauvreté, analphabétisme et désengagement de la jeune génération) et exogènes (mondialisation et circulation de l'information via les télécommunications, démocratisation de la société marocaine, mobilité des individus qui favorise les échanges à différentes échelles géographiques, transformation de l'économie et du rôle des États) pour le développement d'une vision renouvelée du territoire. Alimentées par ces facteurs, les associations adoptent de multiples stratégies dans le but de s'adapter aux changements qu'elles connaissent, mais aussi pour construire un nouvel espace propice au développement local. Il apparaît donc que ce sont ces stratégies, de par leur degré d'innovation, qui constituent aujourd'hui le moteur du changement social des milieux oasiens de la vallée du Ziz.

Ainsi, malgré la persistance de certaines difficultés organisationnelles, les associations établissent de nouvelles pratiques de développement qui favorisent la cohésion et la mobilisation sociales. Aussi, la maîtrise du territoire et de ses ressources par les communautés ramène l'idée d'une gestion locale qui serait apte à intégrer à la fois les savoirs traditionnels et modernes tout en inscrivant les initiatives locales dans une démarche de durabilité.

5. Certes, nous pouvons penser qu'il existe une pédagogie politique et socio-territoriale qui serait une condition *sine qua non* à la pérennité et, surtout, à la portée des projets associatifs.



Nos analyses montrent que le renforcement des capacités des associations et l'intégration de toutes les composantes du territoire

– ses ressources, son histoire, ses populations – s'avèrent essentiels afin que s'opère une gouvernance territoriale inclusive. ■

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abdelkhalek T. (2005). *La pauvreté au Maroc, rapport thématique*. Cinquantenaire de l'indépendance du Royaume du Maroc. [En ligne] Page consultée le 28 mai 2010. <http://www.rdh50.ma/fr/pdf/contributions/GT7-1.pdf>.
- Angéon V., Houédété T. (2004). Le développement entre gouvernement et gouvernance. In *Gouvernance locale et développement territorial*, Paris, L'Harmattan, p. 117-140.
- Bajeddi M. (2007). La décentralisation et la mise en œuvre de stratégies participatives de développement rural au Maroc. *CIHEAM*, n° 27, 6 p.
- Banque mondiale (BM) (2007a). *Obtenir le meilleur parti des ressources rares*. Washington, Banque mondiale, 264 p.
- Banque mondiale (BM) (2007b). *Se soustraire à la pauvreté au Maroc*. Washington, Banque mondiale, 119 p.
- Barathon J.-J., Abbassi H., Lechevalier C. (2005). Les oasis de la région de Tata (Maroc) : abandon de la vie oasienne traditionnelle et adaptation à la vie urbaine. *Annales de géographie*, vol. 114, n° 644, p. 449-461.
- Barrow C. J., Hicham H. (2000). Two complementary and integrated land uses of the western High Atlas Mountains, Morocco: the potential for sustainable rural livelihoods. *Applied Geography*, n° 20, p. 369-394.
- Ben Brahim M. (2003). Irrigation traditionnelle et construit socioculturel dans les oasis du Tafilalet (Sud-Est marocain). II<sup>e</sup> Congrès International « Oasis et tourisme durable », 24 p.
- Bied-Charreton M., Makkaoui R., Petit O., Requier-Desjardins M. (2006). La gouvernance des ressources en eau dans les pays en développement : enjeux nationaux et globaux. *Mondes en développement*, vol. 34-2006/3, n° 135, p. 39-62.
- Bougroum M., Ibouk A., Löwenthal P. (2006). La politique d'alphabétisation au Maroc : quel rôle pour le secteur associatif ? *Mondes en développement*, vol. 2, n° 134, p. 63-77.
- Boutayeb, T. (1996). Les potentialités de développement du Moyen-Atlas oriental et leur appréciation par les acteurs locaux. *Revue de géographie alpine*, t. 84, n° 4, p. 51-60.
- Brenner N. (2004). *New state spaces: urban governance and rescaling of statehood*. Oxford and New York, Oxford University Press.
- Broadhead L. (1996). Commissioning Consent: Globalization and Global Governance. *International Journal*, n° 4, p. 651-668.
- Bzioui M. (2004). Rapport national sur les ressources en eau au Maroc, UN Water-Africa, PNUD.
- Charfi A. (2009). The Role of Emigrants in Rural Development Associations in Morocco. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 35, n° 10, p. 1643-1663.
- Chia E., Torre A., Rey-Valette H. (2008). Conclusion : vers une « technologie » de la gouvernance territoriale ! Plaidoyer pour un programme de recherche sur les instruments et dispositifs de la gouvernance des territoires. *Noréis*, Rennes, n° 209 (2008/4), Presses universitaires de Rennes, p. 167-177.
- Clément J.-F. (1995). Les effets sociaux du programme d'ajustement structurel marocain. *Politique étrangère*, n° 4, p. 1003-1013.
- Courlet C., Ferguène A. (2004). Gouvernance et dynamiques territoriales : points de repère analytiques. *Gouvernance locale et développement territorial*, Paris, L'Harmattan, p. 11-22.
- Della Porta D., Tarrow S. (2005). Transnational Processes and Social Activism: An Introduction. In Della Porta D., Tarrow S. (Eds.),

- Transnational Protest & Global Activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, p. 1-17.
- El Jihad, Moulay D. (2001). L'eau de la montagne et le pouvoir étatique au Maroc : entre le passé et le présent. *Annales de Géographie*, n° 622, p. 665-672.
- Fontan J.-M., Klein J.-L. (2004). La mobilisation du capital socio-territorial : le cas du technopôle Angus. *Lien social et Politiques*, n° 52, p. 139-149.
- Froger G. (2006). Significations et ambiguïtés de la gouvernance dans le champ du développement durable. *Mondes en développement*, vol. 34 2006/4, n° 136, p. 11-28.
- Haut Commissariat au plan (2006). Caractéristiques démographiques et socio-économiques, recensement général de la population et de l'habitat de 2004, région de Meknès-Tafilalet. Rabat, *Haut commissariat au plan*, 60 p.
- Haut Commissariat au Plan (2011). Page consultée le 7 septembre 2011. [http://www.hcp.ma/Alphabetisme\\_a413.html](http://www.hcp.ma/Alphabetisme_a413.html).
- Initiative nationale de développement humain (INDH) (2010). Page consultée le 6 mai 2010. <http://www.indh.gov.ma/fr/index.asp>.
- Jean B. (1997). *Territoires d'avenir : Pour une sociologie de la ruralité*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université du Québec.
- Jonas H. (1998). *Pour une éthique du futur*. Paris, Rivages poches / Petite bibliothèque.
- Klein J.-L. (1997). L'espace local à l'heure de la globalisation, la part de la mobilisation sociale. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 41, n° 114, p. 367-377.
- Oubrhou A. (2005). Le savoir-faire local des agriculteurs oasiens, un patrimoine à capitaliser et à préserver. *Actes du Symposium international sur le développement durable des systèmes oasiens*, 8 au 10 mars 2005, Erfoud, p. 401-406.
- Région Meknès-Tafilalet. (2001). *Monographie de l'Environnement, Région Meknès-Tafilalet*. [En ligne]. Page consultée le 15 janvier 2009. [http://www.minenv.gov.ma/onem/synt\\_monog\\_regionales/Syn\\_meknes\\_tafilalet.pdf](http://www.minenv.gov.ma/onem/synt_monog_regionales/Syn_meknes_tafilalet.pdf).
- Rhodes R. (1997). *Understanding governance: policy networks, governance, reflexivity and accountability*. Buckingham, Open University Press.
- Sedjari A. (1997). La fin du pouvoir de l'État : vérité ou illusion ? *La revanche des territoires*, Rabat, L'Harmattan.
- Tilly C. (1984). Social Movements and National Politics. In Bright C., Harding S. (Eds.) *Statemaking and Social Movements*, Ann Arbor, University of Michigan Press, p. 297-317.
- Tilly C., Tarrow S. (2006). *Contentious Politics*. Boulder, Paradigm Publishers.
- United Nations (2004). *World Population Prospects*. Population division, UN. [En ligne]. Page consultée le 17 mars 2010. [http://www.angelinvest.us/esa/population/publications/WPP2004/2004Highlights\\_finalrevised.pdf](http://www.angelinvest.us/esa/population/publications/WPP2004/2004Highlights_finalrevised.pdf).
- Zair T. (2007). *La gestion décentralisée du développement économique au Maroc*. Paris, l'Harmattan, 419 p.